

H-France Review Vol. 21 (October 2021), No. 176

Fabien Cardoni, ed., *Les banques françaises et la Grande Guerre*. Paris: Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016. 289 pp. Illustrations, notices, index, table. €28.00 (pb). ISBN 9782111293946.

Compte-rendu par Clotilde Druelle-Korn, Université de Limoges.

Le ministère en charge de l'économie et des finances de la France a organisé entre 2015 et 2018 plusieurs colloques et journées d'études sur les aspects financiers, bancaires, budgétaires, fiscaux de la Première Guerre mondiale,^[1] sans compter l'industrie.^[2] Le volume édité par Fabien Cardoni est le second de la série, issu de la journée d'études du 20 janvier 2015 consacrée aux banques françaises et la Grande Guerre. Elle s'est tenue en parallèle de l'exposition organisée à Bercy par cinq grandes banques françaises et le ministère des Finances. Comme les autres publications éditées dans le cadre du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, ce volume est proposé en version papier et intégralement accessible en ligne sur OpenEdition Books.^[3]

Une entente nécessaire et une complémentarité se sont nouées entre l'État et les banques durant l'été 1914 : épargne et dépôts ont besoin d'être protégés avec l'aide de l'État, celui-ci a besoin d'attirer les capitaux nécessaires au financement des hostilités et de l'économie nationale. Ce volume donne à lire différentes facettes de l'« union sacrée bancaire » qui s'est nouée pendant la Grande Guerre. On la retrouve dans la composition de l'ouvrage regroupant : des communications scientifiques, un cahier central de douze pages en couleur présentant des affiches, photographies et autres documents extraits des archives de banques et de celles du ministère, ainsi que les états sommaires des sources de l'histoire des banques pendant la Grande Guerre présentés par les responsables respectifs des archives du groupe Paribas, du Crédit Agricole, de la Fédération nationale des Caisses d'Épargne, de HSBC France, de la Société Générale et des Archives économiques et financières des ministères économiques et financiers de la France.

La journée d'études a rassemblé des historiennes et historiens français spécialistes de différentes institutions bancaires impliquées dans la guerre. La publication des communications est organisée en quatre parties :

La première « Personnel et clientèle » rassemble l'intervention de Vincent Tournié relative aux « Caisses d'Épargne ordinaires et la clause de sauvegarde : l'exemple d'un moratoire (1914-1916) », et celle de Cécile Omnès sur « la gestion du personnel du Crédit Lyonnais pendant la première guerre mondiale ».

Ayant vocation à recueillir l'épargne populaire, les 550 Caisses d'épargne indépendantes du pays sont en effet populaires en raison des conditions attractives du fameux livret dont les dépôts sont garantis par l'État au travers de la Caisse des dépôts et consignations impliquant le crédit de la nation. De ce fait, les dépôts sont soumis à une clause de sauvegarde limitant les retraits en cas de force majeure. Vincent Tournié présente en détail les conséquences de la mise en œuvre de la clause de sauvegarde face aux *runs* des derniers jours de juillet 1914. Les retraits sont limités à cinquante francs par quinzaine. La mesure, mal calibrée, s'avère inutilement drastique et elle entraîne pour les familles, pour les femmes de mobilisés et les réfugiés en particulier, de multiples difficultés auxquelles les autorités doivent parer avec retard et dans l'urgence jusqu'à la fin de la clause en septembre 1916. Pour l'avenir, les gouvernants apprendront de cette décision mal pensée.

C'est plus spécifiquement à l'histoire sociale de la banque et à la difficile gestion du personnel des banques en temps de guerre que s'intéresse Catherine Omnès. Le cas du Crédit Lyonnais qu'elle a étudié en détail dans de précédents travaux peut être étendu à d'autres établissements. La mobilisation des personnels conduit à une responsabilité étendue de la banque à l'égard de ses employés mobilisés. Cette politique sociale s'accompagne parallèlement d'exigences de plus en plus grandes à l'égard des personnels demeurés en place ou nouvellement recrutés. Ici, comme dans d'autres secteurs et entreprises, les femmes, nouvelles employées, demeurent cantonnées à des postes à faible responsabilité et tenues à l'écart des relations directes avec la clientèle.

La seconde partie s'intitule « Les affaires en temps de guerre ». Dans son utile introduction, Laure Quenouëlle-Corre rappelle la place des banques dans les activités boursières durant les années de guerre et d'après-guerre. Le repli national est pour partie compensé par la capacité des banques à placer les titres, rentes et valeurs semi-publiques aux émissions décuplées pendant le conflit. Lui succèdent les présentations synthétiques de spécialistes incontestés de deux grandes banques. Hubert Bonin brosse un tableau de la Société Générale confrontée à la guerre et Eric Bussière choisit de mettre l'accent sur l'impact de la guerre sur la stratégie de Paribas.

La Société Générale est une banque d'affaires travaillant avec ses dépôts, et à ce titre elle est particulièrement menacée de chute dès avant juillet 1914 du fait de ses engagements en Russie, dans les empires allemand et austro-hongrois et dans les Balkans. La seconde, banque d'affaires affirmée, née dans le sillage de la guerre franco-prussienne, a aussi de nombreux intérêts en Europe danubienne et en Europe du Nord ainsi que des liens étroits avec les banques allemandes. La guerre donne à Paribas l'occasion de réorganiser la dimension industrielle de sa politique et de la réorienter vers les États-Unis notamment.

Changeant d'échelle, la troisième partie « Reconfigurations bancaires régionales » donne successivement la voix à Nicolas Stoskopf étudiant « le Crédit Industriel et Commercial (CIC) et ses relais provinciaux », à Jean-Luc Mastin sur « la place bancaire de la région lilloise à l'épreuve de l'occupation de 1914 à 1923 », et enfin à Michel Siegel analysant « la mort d'un particularisme bancaire » celui des banques d'Alsace-Moselle de 1914 à 1919.

Dans le chapitre intitulé « Banque parisienne des clochers de province », Nicolas Stoskopf résume ainsi l'ambition du CIC à la recherche d'un nouveau modèle de développement à la veille de la guerre. La banque parisienne parvient à la mettre en œuvre dans les années suivant le conflit en prenant de multiples participations dans des banques régionales fragilisées, dont la banque familiale de Lille, la Banque Scalbert évoquée dans la communication suivante.

S'intéressant non pas à une banque mais à une des premières places bancaires de province, celle de Lille, aux établissements intimement liés aux intérêts industriels de la région, Jean-Luc Mastin démontre, dans un article novateur et fouillé, deux configurations : les heurs et malheurs des établissements, des dépôts, personnels et clients vivant sous la douloureuse férule de l'occupant pendant plus de quatre années, à l'opposé des bureaux parisiens de ces banques locales. Paris devient le lieu « d'expansion d'une place déplacée » pour reprendre l'expression de l'auteur. Le bilan que dresse Jean-Luc Mastin est celui d'une place bancaire qui a fait mieux que résister et qui a profité aux établissements de la place tout en réorganisant les rapports de force en son sein, en étendant notamment son aire entre Paris et Bruxelles.

Michel Siegel part du paysage bancaire tel qu'il se recompose à l'issue de l'annexion de 1871 de l'Alsace-Moselle avant de s'effondrer lors de l'armistice du 11 novembre 1918. A cette date les banques privées allemandes sont mises sous séquestre et liquidées, et la réforme monétaire ajoute au chaos avant que ne se réorganisent les banques régionales sur lesquelles très peu d'informations sont données.

La quatrième partie « Une nouvelle ère pour les banques françaises » est introduite par André Gueslin, brossant le nouveau paysage bancaire d'après-guerre, y compris d'ailleurs celui de la reconstitution régionale présentée dans la troisième partie. Les deux communications qui suivent les propos d'André Gueslin font place à l'analyse économique en longue durée. Patrice Baudeau qualifie de « jardin à la française » la hiérarchisation du système bancaire français à l'issue de la Grande Guerre. Michel Lescure évoque quant à lui les débuts du « Great Reversal » des banques françaises pendant la guerre, pour reprendre le titre de l'article de Raghuram G. Rajan et Luigi Zingales.^[4]

Patrice Baudeau a l'ambition de présenter un tableau évolutif et explicatif conjuguant courts et longs termes, à savoir : 1) une dynamique de court terme reliant les transformations des banques françaises aux chocs subis pendant le conflit et à son règlement, 2) à la dynamique engagée avant la guerre, accentuée par celle-ci, transformant en profondeur les structures françaises bancaires en écho aux transformations globales des systèmes monétaires et financiers des autres nations. Ces dynamiques aboutissent après un demi-siècle à la « grande transformation » à l'issue de laquelle le système s'est recomposé en un secteur bancaire étroitement coordonné par les acteurs publics que sont la Caisse des dépôts et consignations, et surtout la Banque de France sous l'égide du ministère des Finances. Le « jardin à la française »--paradoxalement sans dessein d'un jardinier--de la finance bancaire qui en résulte dans les années 1950-1960 est résumé dans un intéressant tableau (p. 207).

Abordant un thème complémentaire, Michel Lescure démontre comment les nouvelles conditions créées par la guerre ne sont pas mécaniquement responsables du déclin des grandes banques françaises. Elles n'ont fait qu'aggraver une situation propre à la France dans laquelle se trouvaient les grandes banques de réseau par rapport à l'économie réelle. Ces banques ont été incapables de développer les crédits, en particulier à l'égard des petites et moyennes entreprises (PME), ce qui les a condamnées à subir le déclin du mouvement de l'escompte. L'auteur avance plusieurs hypothèses stimulantes : cadre légal de la faillite, conditions de formation des grandes banques déconnectées à quelques exceptions près des tissus industriels et de ce fait tournées vers les grandes opérations nationales et internationales. Les prudentes banques françaises ont

échappé pour la plupart à la crise bancaire des années 1930 ce qui ne les aurait pas incitées à transformer leurs pratiques jusqu'aux années 1980.

Les remarques conclusives de Nicolas Offenstadt, s'avançant dans le champ qui lui est bien peu familier de l'histoire des banques dans l'historiographie de la Grande Guerre, sont nettement décevantes.

La publication des actes d'une journée d'études n'est jamais aisée. Heureusement, le volume est précédé d'une introduction fort pertinente de Fabien Cardoni. Elle donne à lire les apports et les limites de la manifestation scientifique. De nombreuses institutions financières et bancaires ne sont pas présentes dans le recueil, aussi l'éditeur prend le soin de rappeler les publications récentes, et plus anciennes, ainsi que d'autres manifestations scientifiques de la période commémorative, en France et en Europe, au cours desquelles leur cas a été étudié (Banque de France, Caisse des Dépôts, autres banques privées).

Au total, le volume *Les banques françaises dans la Grande Guerre* offre à la fois un panorama utile, synthétique et forcément incomplet, rassemblant aussi quelques contributions très nouvelles et des hypothèses stimulantes de réflexion. Les présentations sommaires des sources de quelques grandes banques offrent d'utiles repères et pistes aux chercheurs.

LIST OF ESSAYS

Fabien Cardoni, Les banques françaises et la Grande Guerre. Introduction générale

Personnel et clientèle

Vincent Tournié, Les Caisses d'épargne ordinaires et la clause de sauvegarde : l'exemple d'un moratoire (1914-1916)

Cécile Omnès, Gérer le personnel au Crédit Lyonnais pendant la première guerre mondiale (1914-1919)

Les affaires en temps de guerre

Laure Quennouëlle-Corre, Les activités boursières des banques : les ruptures de la guerre. Introduction

Hubert Bonin, La Société générale confrontée à la première guerre mondiale

Éric Bussière, Paribas ou l'impact de la guerre sur la stratégie d'une banque d'affaires

Reconfigurations bancaires régionales

Nicolas Stoskopf, Le CIC et ses relais provinciaux : des évolutions contrastées au cours de la Grande Guerre

Jean-Luc Mastin, Une place bancaire à l'épreuve de la guerre et de l'occupation : la région lilloise (1914-1923)

Michel Siegel, Les banques en Alsace-Moselle de 1914 à 1919 ou la mort d'un particularisme bancaire

Une nouvelle ère pour les banques françaises

André Gueslin, Le nouveau paysage bancaire d'après-guerre

Patrice Baubeau, Première guerre mondiale et hiérarchisation du système bancaire en « jardin à la française »

Michel Lescure, 1914-1918, les débuts du « great reversal » des banques françaises

Nicolas Offenstadt, Histoire des banques dans l'historiographie de la Grande Guerre

États sommaires des sources de l'histoire des banques pendant la première guerre mondiale

Roger Nougaret, État des sources sur les banques du groupe BNP Paribas pendant la première guerre mondiale

Pascal Penot, État des sources sur la première guerre mondiale conservées par le département des archives historiques de Crédit agricole SA

Laure de Llamby, État des sources sur la première guerre mondiale conservées par l'unité Valorisation du patrimoine de la Fédération nationale des Caisses d'épargne

Stéphanie Billonneau, État des sources sur la première guerre mondiale conservées par le service des Archives historiques de HSBC France

Pascal Gallien, État sommaire des archives sur les banques pendant la première guerre mondiale conservées par le service des Archives économiques et financières des ministères économiques et financiers

Farid Ameur et Cathy Drévilion, État des archives sur la grande guerre conservées par le service des archives historiques Société générale

NOTES

[1] Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre, éd., *La mobilisation financière pendant la Grande Guerre. Le front financier, un troisième front ?* (Paris: Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2015); Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre, éd., *Finances publiques en temps de guerre, 1914-1918. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs* (Paris: Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016); Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre, éd., *Une fiscalité de guerre ? Contraintes, innovations et résistances*, (Paris: Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2018).

[2] Patrick Fridenson et Pascal Griset, éd., *L'industrie dans la Grande Guerre* (Paris: Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2018).

[3] <https://books.openedition.org/igpde/90>

[4] Raghuram G. Rajan et Luigi Zingales, "The Great Reversals: The Politics of Financial Development in the Twentieth Century" *Journal of Financial Economics* 69, no. 1 (2003): 5-50.

Clotilde Druelle-Korn
Université de Limoges
clotilde.druelle-korn@unilim.fr

Copyright © 2021 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172